

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ray-McGovern-Quand-Poutine-a-tire-Obama-de-l-embarras>

Ray McGovern : Quand Poutine a tiré Obama de l'embarras

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : mardi 1er novembre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Exclusif : Au moment où l'on fait de nouveau pression sur le président Obama pour qu'il attaque la Syrie et qu'on le pousse à engager une nouvelle guerre froide, il est bon de revisiter les événements extraordinaires qui se sont produits il y a trois ans, après une attaque au gaz sarin, nous dit Ray McGovern, ancien analyste de la CIA.

Il y a trois ans, le président Barack Obama se montrait réticent à lancer une attaque sur la Syrie, attaque censée punir Bachar el-Assad pour avoir franchi « *la ligne rouge* » en utilisant des armes chimiques. Cependant, il avait des soupçons, ou plutôt il avait l'impression qu'on lui tendait un piège.

Il avait été averti par certains de ses conseillers que les preuves qui imputaient au gouvernement syrien l'attaque au gaz sarin étaient fragiles et il déçut alors, en suspendant l'action, beaucoup des faucons néoconservateurs et libéraux, y compris ceux qui se trouvaient dans son administration. Il passa le problème au Congrès, se garantissant ainsi un délai.

C'est précisément à ce moment crucial que le président Poutine relâcha les pressions qui s'exerçaient sur Obama en persuadant le gouvernement syrien de détruire ses armes chimiques, ce que fit Assad, qui continua cependant à nier avoir joué un rôle dans l'attaque de Ghouta, dans la banlieue de Damas, le 21 août 2013.

Les ultras de Washington se sentaient frustrés d'avoir perdu cette occasion d'attaquer la Syrie en se servant de l'attaque de Ghouta comme d'un *casus belli*. Toutefois, en se penchant sur les éléments de preuve, on était tenté de conclure qu'il s'agissait d'une opération, bien orchestrée, de rebelles syriens sous fausse bannière, visant à trouver un faux prétexte pour une intervention directe des États-Unis dans la guerre de Syrie.

Grâce à l'aide de Poutine, qui réussit à ce qu'Assad remette ses armes chimiques, le président Obama put s'extirper d'une situation difficile où il s'était mis lui-même, sans grande prescience, en parlant d'une façon bravache d'une « *ligne rouge* ».

Cependant, à Washington, les néoconservateurs courroucés et beaucoup de leurs copains libéraux interventionnistes avaient l'impression qu'on les avait escroqués en les privant de cette quasi-guerre. Après tout, la Syrie était, depuis aussi longtemps que l'Irak, sur la liste des pays dont, selon les néoconservateurs, il fallait « *changer le régime* ». Et la Syrie aurait dû être le prochain après l'invasion de l'Irak en 2003, si cette aventure menée par les néoconservateurs ne s'était pas révélée aussi désastreuse.

Les néoconservateurs allaient faire payer Poutine pour son ingérence, six mois plus tard, en organisant un putsch antirusse en Ukraine, suivi par des sanctions des États-Unis et de l'Union européenne pour punir la Russie de son « *agression* ». (Voir, sur Consortiumnews.com, « [What Neocons Want From Ukraine Crisis](#) », ou « Ce que les néoconservateurs veulent tirer de la crise ukrainienne ».)

Selon Jeffrey Goldberg, qui a mené une série d'entretiens avec Obama pour un long article dans *The Atlantic*, le président s'est targué, en évoquant sa décision du 30 août 2013, d'avoir résisté à la pression d'agir militairement, comme le lui recommandaient beaucoup de ses conseillers, et d'avoir, au lieu de cela, refusé de faire « *ce qu'on attendait de lui à Washington*. »

Goldberg a appelé ce jour « *le jour de la libération* » d'Obama. Pour le secrétaire d'État John Kerry, cependant, la

journée du 30 août s'est terminée par une déception après qu'il eut fait trembler, par ses hurlements, les murs du Département d'État, exigeant que les États-Unis attaquent la Syrie.

Selon Goldberg, Obama avait déjà, en 2009, cédé à des pressions extrémistes en envoyant davantage de troupes en Afghanistan pour une opération inepte de « *contre-insurrection* » et il n'avait pas envie de « *chercher de nouveaux dragons à abattre* », dans le seul but de sauvegarder sa « *crédibilité* ».

Toujours d'après ce journaliste, en privé, le président soutenait que « *lancer des bombes sur quelqu'un pour prouver qu'on est prêt à lancer des bombes sur quelqu'un est, je crois bien, la pire raison d'utiliser la force.* »

Néanmoins, les néoconservateurs et les faucons libéraux de Washington, tout comme les Saoudiens, les Israéliens et les Français, soutenaient farouchement qu'Obama devait « *exercer des représailles* », en vertu de la présumée violation de « *la ligne rouge* » qu'il avait établie, une année auparavant, au sujet de l'emploi, ou simplement du déplacement, par la Syrie de ses armes chimiques.

Selon Goldberg, Kerry a dit à Obama qu'il s'attendait à ce que le président donne l'ordre d'une frappe militaire sur la Syrie le 31 août, le jour qui suivait l'après-midi où le secrétaire d'État avait poussé son cri de guerre [en français dans le texte, NdT] et le soir où le président avait fait volte-face.

Obama flairer un piège

Il a fallu à Obama un courage extraordinaire pour tenir tête à ses conseillers et à pratiquement tout l'establishment de la politique extérieure de Washington en annulant, à la dernière minute, une attaque contre la Syrie.

Selon Goldberg, Obama en était « *venu à croire qu'il allait tomber dans un piège, piège préparé à la fois par ses alliés et ses adversaires et aussi par ce que l'on s'attendait communément à ce que fasse un président américain.* »

Le 30 août, peu après que Kerry eut prononcé, au Département d'État, sa philippique, dans laquelle il fustigeait, pas moins de 35 fois, le gouvernement syrien pour l'attaque chimique de Ghouta, Obama choisit de passer une heure avec son Secrétaire général, Denis McDonough, sur la grande pelouse sud de la Maison-Blanche.

Goldberg nous fait remarquer : « *Obama n'a pas choisi McDonough au hasard. C'est son conseiller le plus hostile à une intervention militaire des États-Unis et quelqu'un qui, selon les mots de l'un de ses collègues, « pense en termes de pièges* ». »

Ce fut une conversation cruciale. À mon avis, le président avait envie d'écouter et puis de s'affirmer et ce fut là une sorte de répétition générale pour une nouvelle façon de concevoir son rôle, qui permettrait la mise au point d'un traité sur le problème nucléaire avec l'Iran. Il finit par parvenir à mieux contenir Kerry et il lui ordonna de recourir à l'aide de Moscou pour négocier le traité historique de l'an dernier qui restreint la capacité de l'Iran à acquérir l'arme nucléaire.

En cette occasion aussi, Poutine et le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, se montrèrent précieux, et Obama comme Kerry remercièrent la Russie pour son aide dans la conclusion de ce traité de grande importance.

À la fin de septembre 2013, après que les esprits se furent calmés à propos de la souricière syrienne, grâce à

l'accord négocié par Poutine pour la destruction des armes chimiques syriennes sur un navire états-unien spécialement configuré à cet effet, il était devenu clair comme de l'eau de roche pour Obama qu'il était passé à un fil d'accepter de débiter, parce que mystifié, une guerre inutile de plus.

Le premier pas vers ce piège, il l'avait fait une année plus tôt, quand il s'était laissé persuader d'établir une ligne rouge à propos de l'usage ou même du déplacement des armes chimiques.

À la fin d'une [conférence de presse](#) improvisée le 20 août 2012, Chuck Todd, de NBC, prépara la souricière avec du fromage en posant au président ce qui semblait une question attendue à laquelle ce dernier paraissait prêt à répondre. Todd posa une question en deux parties, la première à propos des impôts de Mitt Romney et la seconde sur les armes chimiques de la Syrie. Obama tourna autour du pot pour la partie syrienne de la question de Todd :

« Je n'ai pas, à ce moment, ordonné d'engagement militaire... Mais ce que vous avez dit à propos des armes chimiques et biologiques est crucial. C'est un problème qui ne concerne pas seulement la Syrie mais aussi nos alliés les plus proches de cette région du monde, y compris Israël. Nous avons été très clairs envers le régime d'Assad, mais aussi envers d'autres acteurs sur le terrain : la ligne rouge sera franchie, pour nous, si nous voyons qu'on déplace beaucoup d'armes chimiques ou qu'on les utilise. Cela changerait mon jugement. Cela changerait mon équation. »

La main d'Hillary Clinton

On peut parier, sans beaucoup de risques de se tromper, que cette réponse avait été soufflée par celle qui était alors secrétaire d'État, Hillary Clinton, et les conseillers néoconservateurs de celle-ci, qui n'avaient pas caché leur détermination à renverser el-Assad d'une façon ou d'une autre. Le compte rendu de la conférence de presse par le Washington Post laisse entendre que les membres de l'administration avaient été pris au dépourvu et essayaient de donner le change.

Leon Panetta, qui était alors ministre de la Défense, dit à Jeffrey Goldberg : « *Je ne savais pas qu'on allait évoquer [la ligne rouge].* » Goldberg ajoute que le vice-président, Joe Biden, avait conseillé à Obama de ne pas parler de ligne rouge à propos des armes chimiques, craignant qu'on doive, un jour, la traduire dans les faits.

Dix jours avant la conférence de presse improvisée d'Obama, Hillary Clinton rencontra son homologue turc à Istamboul et mit l'accent sur la nécessité de réfléchir conjointement aux façons d'aider les rebelles qui se battaient pour renverser Assad, y compris éventuellement en établissant une zone interdite de survol. Elle annonça la création d'un groupe de travail en Turquie pour répondre à la crise syrienne, selon l'Associated Press. Ce groupe augmenterait l'implication en Syrie des services de renseignement et des armées à la fois des États-Unis et de la Turquie.

« *Nous travaillons en étroite coopération dans ce conflit, mais maintenant nous avons besoin de rentrer vraiment dans les détails d'une planification d'opérations. Il faut que nos deux gouvernements comprennent bien cela,* » [a déclaré](#) Hillary Clinton.

Ce ton d'urgence reflétait la réalité : au début de 2012, en effet, les forces gouvernementales syriennes commençaient à avoir le dessus dans une bonne partie du pays. Le professeur de politique et d'histoire du Moyen-Orient, Jeremy Salt de l'université Bilkent d'Ankara, en Turquie, fit remarquer que l'opposition syrienne avait peu d'espoir d'être efficace sans l'aide de l'Occident.

Il indiqua qu'il n'y avait quasiment plus de rebelles à Damas, qu'il en serait bientôt de même pour Alep, et que les rebelles « *battaient en retraite. C'est la raison pour laquelle Hillary Clinton est à Istanbul. Pour poser la question essentielle : Et ensuite ?* »

L'analyste des affaires étrangères Richard Heydarian présenta la situation de cette manière : « *Ce que l'administration Clinton [sic] essaie de faire maintenant, c'est d'essayer de coordonner une sorte de stratégie militaire avec la Turquie et peut-être aussi avec l'aide d'Israël et des pays arabes parce que, selon eux, l'opposition a une chance de tenir bon à Alep.* »

Signe des temps. Les faucons de Washington avaient l'impression qu'il fallait faire quelque chose pour ralentir les pertes des rebelles et la Turquie avait très envie d'aider, et ce à un point tel qu'il semble [bien qu'elle ait joué un rôle crucial](#) en favorisant et en coordonnant l'attaque de sarin sous fausse bannière à Ghouta, une année plus tard [voir aussi « [A call for Proof on Syria Sarin Attack](#) », ou « *Où sont les preuves dans l'attaque syrienne au gaz sarin* »]

Les [preuves rapportées](#) par Seymour Hersh en avril 2014 dans la London Review of Books impliquent le renseignement turc et les rebelles extrémistes syriens, ET NON « le régime syrien ». Comme à son habitude, ce journaliste décortique consciencieusement le récit agréé par l'establishment.

Une attaque au sarin bien utile

Alors, bien sûr, une attaque au gaz sarin a eu lieu à Ghouta, le 21 août 2013, un an et un jour après qu'Obama eut établi sa ligne rouge. L'establishment de Washington et ses agents, les sténographes des médias, ont aussitôt fait porter la responsabilité de cette attaque à Bachar el-Assad, un méchant de pantomime que les médias occidentaux rangent dans la même catégorie que leur bête noire [en français dans le texte, NdT] préférée, Vladimir Poutine.

Bien sûr, ce n'est pas ce que vous en ont raconté les « médias dominants » qui manient le même genre de « *pensée unique* » que celle qui dominait avant la désastreuse invasion de l'Irak, mais on pouvait se procurer les preuves à l'époque et [les preuves](#) qui se sont accumulées depuis lors ont pointé du doigt les rebelles djihadistes comme les coupables les plus probables de l'attaque au gaz sarin. Les dossiers du renseignement ont montré que les rebelles recevaient des précurseurs de sarin d'Europe via la Turquie et ils « *fabriquaient le sarin sur place* ».

Même si la plupart des médias états-unis ont ignoré délibérément cette histoire de l'envers du décor, Hersh [signale](#) que des responsables du renseignement anglais se sont empressés de se procurer un échantillon de sarin qui venait de l'attaque du 21 août, l'ont analysé dans leur laboratoire avant de conclure que, NON, ce n'était pas le type de gaz sarin qui se trouvait dans les dépôts de l'armée syrienne.

(Seymour Hersh a une rare et double qualité : c'est un journaliste d'investigation typique, récompensé par le Pulitzer à une époque où les journalistes étaient plus indépendants en Amérique et il est aussi maintenant sur la liste noire des « médias dominants », ces médias qui ont renoncé à l'indépendance en faveur de « l'obtention d'informations » gouvernementales et de carrières lucratives. C'est la raison pour laquelle il doit passer par une revue britannique, la *London Review of Books*, pour être publié.)

À la fin de 2013, Hersh [rapporte](#) que le Front al-Nosra, un groupe djihadiste affilié à al-Qaïda, a appris à fabriquer du gaz sarin et aurait dû être le suspect numéro un. Cependant, l'ambassadrice aux Nations Unies et l'une des plus farouches partisans des guerres « *humanitaires* », Samantha Power, a dit le contraire aux médias. Après tout, faire

porter la responsabilité de l'attaque au gaz sarin à Assad, c'était exactement ce dont elle et les autres faucons avaient besoin pour pousser le président à une grande attaque punitive contre la Syrie.

Selon Hersh, les analystes du renseignement étaient si bouleversés de voir « l'administration choisir ce qui lui convient dans ce que lui donne le renseignement » pour « justifier » une attaque contre Assad qu'ils « levaient les mains au ciel en s'exclamant : « Comment pouvons-nous aider ce type [Obama] quand lui et ses copains de la Maison-Blanche fabriquent du renseignement comme ils veulent ? »

En décembre 2013, Hersh se demande si « nous avons le récit entier de la façon dont Obama a souhaité renoncer à sa menace « ligne rouge » de bombarder la Syrie... Peut-être qu'à un certain moment, il s'est trouvé en face d'informations contradictoires : des preuves assez fortes pour le persuader d'annuler son plan d'attaque même s'il devait essuyer les critiques que les Républicains n'allaient pas manquer de lui faire. »

Nous, les professionnels vétérans du renseignement pour la santé mentale (VIPs), [nous avons essayé](#) d'avertir Obama peu après l'attaque au gaz sarin. Nous avons cependant peu de raisons de croire que [les notes que nous faisons parvenir au président](#) figurent en première place sur sa liste de choses à lire.

Il est plus vraisemblable qu'Obama ait changé d'avis quand, quelques jours avant le 30 août 2013, il a reçu la visite de James Clapper, le directeur du renseignement national. Selon Goldberg, Clapper a interrompu le briefing du matin pour « indiquer clairement que les preuves sur l'emploi par la Syrie du gaz sarin étaient solides, certes, mais que ce n'était pas « gagné d'avance ». »

« Il avait choisi le terme soigneusement. Clapper, le chef d'une communauté du renseignement traumatisée par ses échecs dans la période précédant la guerre d'Irak, ne voulait pas trop promettre comme l'avait fait l'ancien directeur de la CIA George Tenet, qui avait garanti à George W. Bush que c'était « gagné d'avance » » au sujet des armes irakiennes de destruction massive qui n'existaient pas.

Ou qui sait ? Nous devons peut-être accepter que quelqu'un d'autre dans l'entourage du président lui ait dit la vérité.

Punir Poutine

Quant au président russe Vladimir Poutine, il a eu le culot de penser que l'aide fournie par Moscou à la Syrie rendrait peut-être les États-Unis plus coopératifs, et qu'on pouvait espérer sans doute cultiver de saines relations bilatérales fondées sur un intérêt et un respect réciproques. Il est même allé jusqu'à laisser entendre que Washington peut-être songerait à abandonner l'idée que les États-Unis sont plus égaux, si l'on peut dire, que les autres pays.

Poutine, qui s'était peut-être un peu bercé d'illusions après avoir aidé Obama à éviter une guerre inutile en Syrie, a publié un article très inhabituel dans le New York Times, le 11 septembre 2013, article dont il aurait écrit lui-même le dernier paragraphe que nous allons donc citer ici en entier.

« Ma relation tant professionnelle que personnelle avec le président Obama est empreinte d'une confiance grandissante, ce dont je me félicite. J'ai étudié soigneusement son discours à la nation, jeudi dernier. Et je voudrais exprimer un certain désaccord avec ce qu'il a dit du caractère exceptionnel de l'Amérique, en déclarant que c'est sa politique « qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels. » Il est très dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation. Il y a de grands pays et de petits pays, des pays riches et des pays pauvres, des pays qui ont de longues traditions démocratiques et ceux qui cherchent

encore leur voie vers la démocratie. Les politiques sont différentes aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux. »

Alors, si vous vous demandez toujours pourquoi les néoconservateurs et leurs complices, les médias dominants, ont fait de Poutine le diable incarné, pensez au péché qu'il a commis en retirant les marrons du feu d'Obama en septembre 2013 quand la guerre avec la Syrie était si proche. Les néoconservateurs ont voulu faire payer Poutine, en accélérant les plans d'un coup d'État en Ukraine six mois plus tard, le 22 février 2014, alors que le président russe concentrait son attention sur les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, craignant un attentat terroriste.

En plus d'un demi-siècle comme observateur de la politique étrangère des administrations présidentielles états-uniennes, je n'ai jamais vu une suite d'événements aussi bizarre.

**Je donne
plus de
détails** dans
le
commentaire
fait lors de
l'imbroglio
de l'automne
2013 sur la
Syrie dans
[une vidéo
de 30
minutes.](#)

Ray McGovern* pour [Consortiumnews](#)

Original : « [When Putin Bailed Out Obama](#) » Consortiumnews.com, le 31/08/2016

[Consortiumnews](#). USA, le 31/08/2016

Traduit de l'anglais pour [Les Crises](#) par : les lecteurs du site [www.les-crises.fr](#)

***Ray McGovern** ex officier d'infanterie, spécialisé en intelligence militaire, et qui a ensuite été analyste de la CIA durant 27 ans, de l'administration de Kennedy à celle de George H. W. Bush. Il a préparé le Rapport Quotidien au Président. Il était un des cinq conseillers à la sécurité nationale du président Ronald Reagan entre 1981 et 1985. En janvier de 2003, Ray a participé à la création du Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS) en vue d'exposer la façon dont les services d'intelligence avaient falsifié les rapports pour « justifier » la guerre en Irak. Ray parle couramment le russe, l'allemand et l'espagnol.

[El Correo](#). Paris, le 1er novembre 2016.